



ACCORD-CADRE n° 20245324

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Mise à disposition d'un outil informatique de gestion
de médias de type Digital Asset Management (DAM)**

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	4
3. DEFINITIONS	5
4. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	7
6. PRIX DE L'ACCORD-CADRE	26
7. AVANCE	28
8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	29
9. RECETTE - VERIFICATION DE SERVICE REGULIER DE LA SOLUTION	31
10. GARANTIES	32
11. MAINTENANCE, FORMATION ET EVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET REGLEMENTAIRE DE LA SOLUTION	33
12. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AU MARCHE	34
13. PENALITES	36
14. RESILIATION DU ACCORD-CADRE	38
15. RESPONSABILITE ET ASSURANCES	39
16. DROIT ET LANGUE	40
17. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	41
18. DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	43

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise à disposition d'un **outil informatique de gestion de médias de type Digital Asset Management (DAM) accessible en mode Saas (ci-après le « Accord-cadre»)** pour la Caisse des dépôts et consignations (ci-après l'« Acheteur » ou la « CDC »). Le co-contractant (le « Titulaire ») déclare pouvoir répondre à l'ensemble des exigences fonctionnelles de la CDC décrites au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : France métropolitaine.

1.2. Durée de l'Accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour **une durée ferme d'un (1) ans** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être **reconduit tacitement quatre (4) fois** pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre **ne puisse excéder cinq (5) ans**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins **3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre**.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

1.3. Type de Marché

Il s'agit d'un **accord-cadre** au sens de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique.

Il est **mono attributaire** et est **traité à prix mixtes**. Il comprend des prestations à prix forfaitaires indiqués dans la Décomposition globale et forfaitaire (DPGF), ainsi que des prestations exécutées par le biais de bons de commande en application du Bordereau des prix unitaires (BPU) émis au fur et à mesure des besoins au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il est **conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 650 000 HT**, sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

1.4. Conditions d'exécution de la prestation pour la partie à bons de commande

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur, L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- **Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;**
- **La date et le numéro de l'Accord-cadre ;**

- **La date et le numéro du bon de commande ;**
- **Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;**
- **Les délais de livraison (date de début et de fin) ;**
- **Les lieux de livraison des prestations ;**
- **Le montant du bon de commande ;**
- **La nature et la description des prestations à réaliser ;**

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents du Marché, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du Marché.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles de l'Accord-cadre (ci-après « les Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes financières :
 - Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U) ;
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes :
 - L'annexe 1 relative au traitement des données à caractère personnel
 - L'annexe 2 relative à l'attestation sur l'honneur à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont pas de situation de conflits d'intérêts ;
 - L'annexe 3 « questionnaire SaaS unifié » ;

- L'annexe 4 « NumEcoDiag » ;
- L'annexe 5 « Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS) » ;
- Les annexes 6a et 6b relatives à l'utilisation de la plateforme de facturation ;
- L'annexe 7 « Plan d'Assurance Sécurité (PAS) » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes les 2 cadres de réponse technique;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;
- Les bons de commande émis en exécution.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3. DEFINITIONS

Adaptations : paramétrages réalisés par le Titulaire pour répondre aux besoins de l'Acheteur.

Documentation : désigne l'ensemble des documents afférents à la Solution, décrivant ses caractéristiques en termes de fonctionnalités et de performances ainsi que ses modalités d'utilisation. La Documentation est personnalisée à la Solution fournie à l'Acheteur et intègre le paramétrage réalisé. Au sens du présent Marché, lorsqu'il est fait référence à la Documentation, il s'agit toujours de la dernière version en vigueur de la Documentation, si cette dernière est amenée à évoluer régulièrement.

Donnée : désigne toute information, quel qu'en soit la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre du Marché. Les Données comprennent notamment les informations confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » des présentes et les données à caractère personnel telles que définies dans l'annexe RGPD.

Dysfonctionnement : signifie toute défaillance, faille de sécurité, défectuosité, erreur, non-conformité y compris aux cahiers des charges accessibilité et RGAA, dégradation des performances ou problème d'utilisation de la Solution, de ses mises à jour et/ou nouvelles versions induisant une gêne, une perturbation, ou une impossibilité totale ou partielle de bénéficier d'une ou plusieurs fonctionnalité(s).

Les Dysfonctionnements sont classés en trois catégories, en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Solution :

- **Dysfonctionnement Bloquant** : désigne toute erreur qui, unitairement ou cumulée, a des répercussions sur le fonctionnement de la Solution, empêchant l'utilisation ou l'exploitation normale d'une fonctionnalité ou plusieurs fonctionnalités essentielle(s) de la Solution et notamment se traduisant par l'absence d'exécution d'une fonction ou défaut dans l'exécution d'une fonction ou représentant une gêne importante pour le Pouvoir Adjudicateur.
- **Dysfonctionnement Majeur** : désigne toute erreur qui affecte une partie des fonctions de la Solution, celle-ci fonctionnant de manière dégradée, sans bloquer ou risquer de bloquer l'exploitation d'une fonctionnalité essentielle de la Solution.
- **Dysfonctionnement Mineur** : désigne toute autre erreur n'ayant que peu d'impact pour l'Utilisateur.

Filiales : désigne toute entité du groupe de l'Acheteur contrôlée par ce dernier directement ou indirectement au sens de l'article L. 233- 3 du code de commerce.

Heures ouvrées : désigne les heures comprises entre 7h30 et 22 h.

Incident de Sécurité : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture de la Solution (notamment sa disponibilité, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

Livrable : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que la Documentation, les Données, rapports, plannings, feuilles de route, *story board*, cahiers de recettes, cahiers de paramétrages de l'outil, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins de l'Acheteur et fournis à l'Acheteur dans le cadre du présent Marché.

Programme Malveillant : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

Solution : désigne l'outil accessible en mode SaaS mis à disposition de la CDC (et la Documentation qui lui est afférente), permettant l'échange des Données, intégrant l'ensemble des fonctionnalités décrites dans le CCTP, paramétrée et personnalisée selon les besoins de l'Acheteur.

SaaS ou « Logiciel en tant que Service » : SaaS est l'acronyme de « *Software as a Service* ». Désigne le mode d'accès distant aux fonctionnalités de la Solution, par le biais d'Internet.

Services : désigne l'ensemble des services liés à l'utilisation de la Solution par l'Acheteur et décrits notamment au présent document et au CCTP.

Utilisateur : désigne toute personne physique autorisée par l’Acheteur à se connecter par accès distant à la Solution pour utiliser ses fonctionnalités.

4. DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Délais de base

Le Titulaire est tenu au respect des délais d’exécution des prestations et de remise des Livrables spécifiés dans les Documents Contractuels, et notamment dans le CCTP, ou, le cas échéant, dans chaque bon de commande, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l’application de pénalités.

Le montant et les conditions d’application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d’exécution des prestations sont spécifiés à l’article 13 « Pénalités ».

Dans l’hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d’exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s’engage à respecter le délai le plus favorable à l’Acheteur.

4.2. Prolongation des délais

Les délais d’exécution peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l’article 13.3 du C.C.A.G. T.I.C.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l’Acheteur les causes faisant obstacle à l’exécution de l’Accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

Aucune demande de prolongation du délai d’exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l’expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

5. CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE

5.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à avoir pris connaissance des besoins exprimés par l’Acheteur.

Le Titulaire s’engage à réaliser les prestations de l’Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux stipulations du Marché, aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l’Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire s’engage en sa qualité de professionnel, à délivrer une Solution conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par l’Acheteur dans les Documents Contractuels.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l’ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l’Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire est seul responsable des moyens et des méthodes qu'il met en place dans le cadre de l'exécution du Marché.

5.1.1 Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire

Le Titulaire affecte à l'exécution des prestations objet du Marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des prestations et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée des prestations.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du Marché, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin du Marché.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le Titulaire doit disposer d'une politique de sécurité interne relative à son système d'information et il sensibilise son personnel sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information et sa responsabilité dans ce domaine.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins dans tous les cas sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

5.1.2 Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel des services en ligne dans le domaine d'activité objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur. Il reconnaît se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes techniques et bonnes pratiques de sécurité dans le domaine d'activité relatif à ses services.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies aux présentes.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

Le Titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir à l'Acheteur, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises dans le cadre du présent Marché.

L'Acheteur mettra à la disposition du Titulaire, tous documents et informations que l'Acheteur jugera nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

5.1.3 Performance environnementale

La Caisse des dépôts exige que :

- le Prestataire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter,

De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

- **le Prestataire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.**

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année annuellement à la date anniversaire de l'Accord-cadre.

5.1.4 Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat s'agissant du respect de toutes obligations mesurables ou quantifiables telles que :

- le paramétrage et la personnalisation de la Solution de façon qu'elle couvre l'ensemble des besoins fonctionnels définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Les délais contractuels définis dans les Documents Contractuels ;
- Le maintien en condition opérationnelle de la Solution, dans le respect des indicateurs prévus aux articles 5.7 « Disponibilité de la Solution » et 5.10 « Niveaux de service » du C.C.A.P ;
- La sécurité de la Solution notamment les contrôles d'accès et les modalités d'authentification ;
- La sécurité des Données de l'Acheteur notamment les conditions de sauvegarde et de réversibilité des Données.

Sauf mention contraire stipulée aux présentes, toute autre obligation du Titulaire est de moyens renforcée.

5.1.5 Obligations de sécurité renforcée

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur dans le cadre de l'hébergement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

Le Titulaire est tenu également d'assurer la sécurité physique des Données de l'Acheteur notamment en les conservant dans des endroits sécurisés et en assurant de manière générale leur sécurité en prenant toutes les mesures utiles et nécessaires.

Les moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur, notamment au sein de Plan d'Assurance Sécurité ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre).

Le Titulaire s'engage à :

- Offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection des données, notamment au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tant sur le plan européen que national, en matière de protection des données à caractère personnel et notamment des exigences posées par le règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») ;
- Mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement de la Solution et empêcher toute accès non autorisé aux Données et garantir leur intégrité ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès au service aux seules personnes autorisées ou habilitées par l'Acheteur ;
- Prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident. Il prend à sa charge toute restauration des Données, sauf si l'atteinte à l'intégrité des Données est imputable à l'Acheteur.

5.2 Paramétrage personnalisé de la Solution et Documentation

Le Titulaire assurera le paramétrage de la Solution en collaboration avec l'Acheteur pendant la mise en place de la prestation.

La Documentation décrivant la Solution dans le détail est remise dans son offre par le Titulaire à l'Acheteur. Dans le cadre de l'exécution des prestations, elle est personnalisée à la Solution fournie à l'Acheteur et intègre les paramétrages réalisés. Cette Documentation doit permettre à l'Acheteur d'utiliser la Solution et d'accéder à la Solution dans les meilleures conditions.

5.3 Hébergement de la Solution

Le Titulaire s'engage à héberger les données nécessaires à l'exécution de la Solution, notamment en mettant à disposition une infrastructure d'hébergement correspondant aux exigences de qualité et de sécurité tels que définis dans le présent C.C.A.P, notamment au Plan d'Assurance Sécurité, et dans le C.C.T.P.

Le Titulaire s'engage à adapter en permanence la capacité de stockage en prenant notamment en compte le volume des Données hébergées, l'évolution prévisible de celles-ci, la périodicité et le volume des Données mises en ligne.

Le centre d'hébergement (les serveurs) du Titulaire doit être localisé dans l'Espace Economique Européen (EEE). Cette exigence de localisation dans l'EEE concerne à la fois le stockage, les sauvegardes et l'archivage des données de l'Acheteur. L'Acheteur doit être informé de tout changement d'hébergeur entraînant un changement de localisation du centre d'hébergement, y compris au sein de l'EEE. Un changement du centre d'hébergement hors de l'EEE doit faire l'objet d'un accord préalable de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à isoler son activité d'hébergement pour le compte de l'Acheteur, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité. Il s'engage à cloisonner les données de l'Acheteur de celles provenant de tiers.

Dans l'hypothèse où le Titulaire déciderait de changer l'un ou l'autre des équipements (serveurs, baies de stockage, disques...) du centre d'hébergement, il ferait son affaire personnelle des coûts éventuels induits, et garantit une continuité de services et de disponibilité des accès aux données.

La gestion des réseaux, les sauvegardes, les Données et la gestion des autorisations d'accès logique et physique notamment devront faire l'objet d'un soin attentif de la part du Titulaire et d'une très forte réactivité de sa part, ainsi que de la mise en œuvre des éléments de traçabilité nécessaires.

5.4 Conditions de sauvegarde des Données

Le Titulaire s'engage à communiquer à la demande de l'Acheteur ses plans de stockage et de sauvegarde en vigueur, prévoyant les modalités de stockage et de restauration ainsi que la fréquence des sauvegardes qui seront appliquées aux Données de l'Acheteur et de ses Utilisateurs.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tout moyen permettant d'assurer la sauvegarde des Données de l'Acheteur, en particulier à effectuer des copies de sauvegarde ou de secours dans des lieux différents et à procéder à des tests de restauration périodiques *a minima* annuels.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les risques de détérioration ou perte de Données.

En cas de détérioration ou de perte de Données imputables au Titulaire, ce dernier s'engage à procéder immédiatement et à ses frais à la restauration des Données sauvegardées.

5.5 Accès à la Solution

La Solution est accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, par le biais d'une connexion à distance grâce à une adresse de connexion (URL), un identifiant de connexion (login) et un mot de passe (ci-après Identifiants de connexion).

Les Identifiants de connexion sont strictement personnels et confidentiels. La Solution doit permettre une authentification des utilisateurs par la mise en place d'une politique de gestion de mots de passe conforme aux recommandations de la CNIL, cette authentification doit se faire par des comptes nominatifs. Le Titulaire et les Utilisateurs s'engagent à ne pas divulguer à autrui leurs Identifiants de connexion et sont seuls responsables de la préservation de leur confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque. L'Acheteur est responsable de la gestion des habilitations des Utilisateurs et des moyens informatiques permettant l'accès à la Solution.

A la demande de l'Acheteur, Le Titulaire doit sécuriser les accès à la plateforme et mettre à disposition une gestion des identités et habilitations de chaque utilisateur

Les accès à la Plateforme doivent pouvoir être authentifiés *via* une solution d'authentification multifacteurs.

En particulier la gestion des mots de passe devra se conformer aux règles suivantes :

- Les mots de passe sont entièrement confidentiels et le premier mot de passe fourni fait obligatoirement l'objet d'un changement par l'utilisateur dès sa première connexion : avec une politique de gestion des mots de passe associée (règles sur la longueur minimale et la complexité)
- Le Titulaire prévoit une solution sécurisée de récupération de mot de passe en cas de perte de celui-ci ;
- Le contrôle des accès peut en outre être renforcé par le biais de mesures complémentaires tel qu'un filtrage par adresse IP ;

Conformément au CCTP, le Titulaire doit assurer qu'il fournit une Solution pleinement exploitable avec les navigateurs Internet courants, y compris les montées de version de ces logiciels sur la durée du Marché.

5.6 Marque blanche

Conformément au CCTP, la Solution sera fournie en marque blanche, aux couleurs de l'Acheteur, avec le logo de la Caisse des Dépôts. Ainsi, l'utilisateur naviguera dans un environnement « Caisse des Dépôts » ; la Solution ne fera en aucun cas apparaître le Titulaire ou son logo. Ainsi, la plupart des éléments de la Solution sont personnalisables à l'image de l'Acheteur, selon les instructions définies par ce dernier.

Les configurations, demandant un traitement technique, sont pris en charge par le Titulaire. Le détail de ces configurations est transmis par l'Acheteur au Titulaire qui s'assure alors du suivi et de la mise en place de la configuration selon un calendrier défini d'un commun accord entre les Parties.

Le Titulaire s'engage à respecter la charte graphique du groupe Caisse des Dépôts.]

5.7 Disponibilité de la Solution

Le délai de Livraison et de mise à disposition de la Solution est de 12 Mois maximum après la notification du Marché.

La disponibilité s'entend de l'accessibilité complète depuis le réseau de l'Acheteur à la Solution (à savoir, à l'interface d'accueil de la Solution, à toutes ses fonctionnalités, ainsi qu'aux données qu'elle doit produire et/ou conserver aux termes du Marché).

Le Titulaire reconnaît que la disponibilité de la Solution est une condition substantielle de la signature de l'Accord-cadre par l'Acheteur et s'engage en conséquence à assurer un taux de disponibilité de la Solution de 99,9 % à l'exception des périodes de maintenance prévues dont l'Acheteur sera informé moyennant un préavis raisonnable.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

5.8 Support technique

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur un service de support technique accessible en ligne ou par téléphone, pendant les Heures ouvrées. Ce support technique a pour objet de fournir à l'Acheteur une assistance à l'utilisation de la Solution.

5.9 Poursuite du Service

5.9.1 Modalités de continuité du Service

Le Titulaire devra assurer la disponibilité du Service y compris en cas de sinistres « bâtiments » (crue, incendie...) ou les sinistres affectant le personnel et les équipements sur le site en charge de la prestation (pandémie, mouvement social...).

Le Titulaire doit préciser les modalités mises en place pour garantir une continuité d'exploitation ou de services sur son site ou sur un site extérieur.

Le Titulaire doit présenter les garanties minimums qui suivent :

1. Le Titulaire dispose soit d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) soit d'un Plan d'Urgence et de Poursuite des Activités (PUPA) tel que défini dans l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou du décret n° 2020-94 du 5 février 2020 relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des dépôts et consignations.
2. Le Titulaire dispose d'un site de back-up pour assurer la continuité de son activité. Ce back-up peut être organisé par ses propres moyens (par exemple, existence d'un deuxième site à une distance suffisamment éloignée).
3. Le Titulaire dispose d'un Plan de Sauvegarde Informatique (PSI) ou d'un système de sauvegarde informatique permettant que conserver les Données à archiver au titre de la prestation. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas doté d'un PSI, la procédure de sauvegarde informatique doit préciser :
 - a. La fréquence des sauvegardes ;
 - b. S'il s'agit de sauvegardes internes ou externes ;
 - c. Le lieu de conservation des sauvegardes.

Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin de gérer la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type. Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin de gérer la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type.

Les vérifications préalables (techniques, humaines et matérielles) à la reprise des traitements sur le site du Titulaire sont de la responsabilité de ce dernier. Une formalisation de ces vérifications devra être communiquée à l'Acheteur.

Le Titulaire devra préciser de façon obligatoire les points relatifs à la continuité de l'activité dans le cadre de sa réponse. Le Titulaire transmettra à l'Acheteur toute modification de son PCA ou du PUPA au cours de la prestation.

Des exercices annuels de déploiement du PCA ou du PUPA seront menés avec le Titulaire, au cours de l'exécution du Marché, dans des conditions qui seront précisées en accord avec l'Acheteur.

5.9.2 Modalités de gestion de crise

Dès la signature du Marché, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur les coordonnées d'un contact en sécurité des systèmes d'information et d'un responsable du compte disponible pour répondre en cas de crise, notamment en cas de survenance d'un Dysfonctionnement.

Lorsqu'un Dysfonctionnement intervient sur un processus de tout ou partie de la Solution, le Titulaire s'engage à :

- apporter sa contribution à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par l'Acheteur sans délai, même si la Solution n'est pas directement concernée par le Dysfonctionnement dès lors qu'il se trouve être en adhérence avec le Dysfonctionnement objet de la gestion de crise ;
- impliquer l'Acheteur à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par le Titulaire en cas de dysfonctionnement impactant directement la Solution ;
- appliquer les actions décidées par la cellule de crise pilotée par l'Acheteur dans les délais fixés conjointement.

5.10 Niveaux de service

5.10.1 Principes généraux

Dans le cadre de la fourniture de la Solution et afin de maintenir la qualité et la continuité de la Solution, le Titulaire s'engage, sur la base d'une obligation de résultat, à respecter les engagements de niveaux de service (qualité et délais) décrits ci-dessous dans le cadre de l'hébergement et de l'exploitation de la Solution et ceci avec tout le soin et toute la diligence que l'Acheteur est en droit d'attendre d'un professionnel des services accessibles par voie électronique.

Le Titulaire s'engage à alerter l'Acheteur sur tout événement, choix ou mesure perturbant la qualité et/ou la continuité du Service. Il s'engage de même à informer l'Acheteur dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité de la Solution et à rétablir le Service conformément aux engagements de niveaux de service définis aux présentes et des engagements définis dans son offre.

Les engagements en termes de réactivité du Titulaire et de disponibilité de la Solution sont définis ci-après.

Le non-respect de ces niveaux de service entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 13 « Pénalités », sans préjudice du droit pour l'Acheteur de résilier de plein droit le Marché, dans les conditions définies à l'article 14 « Résiliation de l'Accord-cadre ».

5.10.2 Modalités de prise en compte des Dysfonctionnements

En cas de Dysfonctionnement (partiel ou total) de la Solution, y compris, en cas d'indisponibilité et de perte de données/perte d'intégrité de Données, les modalités suivantes sont appliquées :

- Le Titulaire alerte l'Acheteur du Dysfonctionnement de la Solution par tous moyens convenus entre les Parties (immédiatement après sa découverte). Le cas échéant, en l'absence d'alerte par le Prestataire, l'Acheteur alerte le Titulaire du Dysfonctionnement de la Solution par tous moyens convenus entre les Parties.
- L'émission de l'information du Dysfonctionnement d'une des Parties à l'autre Partie (ci-après **Notification**) fait courir les délais de prise en compte du Dysfonctionnement, de fourniture d'une solution de contournement du Dysfonctionnement le cas échéant, et de fourniture d'une correction définitive du Dysfonctionnement, par le Titulaire.
- Le délai de prise en compte du Dysfonctionnement par le Titulaire ne devra excéder à compter de la Notification :
 - **3** Heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Bloquant.
 - **12** Heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Majeur.
 - **24** heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Mineur.
- Cette prise en compte prend la forme d'un courriel du Titulaire confirmant la réception de l'alerte si la Notification vient de l'Acheteur et les motifs supposés du Dysfonctionnement, ainsi que le temps de correction provisoire et/ou définitive estimé. En cas de Dysfonctionnement Bloquant, et à défaut de mise en œuvre d'une correction définitive dans le délai visé ci-dessous, le Titulaire s'engage à mettre en place, dans les plus brefs délais suivant la Notification, et en tout état de cause dans un délai maximal de **quatre (4) Heures ouvrées** à compter de la Notification, une « solution de contournement » permettant le rétablissement du Service et la reprise de l'activité de l'Acheteur, même de manière dégradée.
- Le Titulaire s'engage à mettre en place une « correction définitive » dans un délai maximal de résolution à compter de la Notification du Dysfonctionnement de :
 - **48** Heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Bloquant
 - **72** Heures ouvrées en cas de Dysfonctionnement Majeur
 - **5** jours ouvrés en cas de Dysfonctionnement Mineur
- La mise en œuvre de la correction définitive doit permettre la reprise normale de l'activité du Titulaire sur la Solution, conformément aux spécifications contractuelles.
- Les causes précises des Dysfonctionnements ainsi que les actions mises en œuvre pour les résoudre devront être communiquées à l'Acheteur dès clôture de l'incident. Seul l'Acheteur est habilité à clôturer un incident suite à la déclaration par le Titulaire de la résolution du problème.

5.11 Audit

Les stipulations du présent article complètent l'article 24 du C.C.A.G.-T.I.C.

Outre les audits au titre du *Règlement européen sur la protection des données*, les Parties conviennent que l'Acheteur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze (15) jours ouvrés (sauf en cas d'intervention urgente faisant suite à un Incident de sécurité), pourra faire procéder, à ses frais, à des audits, notamment de sécurité.

Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée *supra*, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par l'Acheteur pour la raison ci-dessus évoquée. Si l'Acheteur estime suffisamment motivé le refus du Titulaire, il lui propose le nom d'une autre société.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'Acheteur ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent Marché, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par l'Acheteur au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Il s'engage également à proposer un plan d'action (correction ou solution de contournement) qui résulterait de toute faille de sécurité constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données de l'Acheteur.

Les Parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de l'Acheteur entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

5.12 Restitution et Réversibilité

Les stipulations du présent article complètent l'article 42 du C.C.A.G.-T.I.C.

Au terme de l'exécution du Marché, quelle qu'en soit la cause en ce compris la résiliation de l'Accord-cadre en cours, le Titulaire s'engage à la demande de l'Acheteur à restituer puis à détruire l'ensemble des Données de l'Acheteur en sa possession et/ou ayant fait l'objet d'un stockage par le Titulaire. Cette restitution s'opérera, aux frais du Titulaire dans les conditions et selon le format définis par l'Acheteur au moment de la cessation du marché.

Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune Donnée sauf accord préalable de l'Acheteur. La demande de conservation de Données issues du Marché, formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des Données concernées. La destruction des Données sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction. L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

L'Acheteur collaborera activement avec le Titulaire afin de faciliter la récupération des Données et le cas échéant la transmission des Données à un autre prestataire.

Le Titulaire fera en sorte que l'Acheteur puisse poursuivre l'exploitation des Données, sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire.

Le Titulaire s'engage à assurer à la demande de l'Acheteur, pouvant être motivée par la fin de l'exécution Accord-cadre ou sa résiliation, une prestation de réversibilité afin de permettre à l'Acheteur ou à un prestataire tiers, librement choisi par l'Acheteur, de reprendre les données dans les meilleures conditions, sans rupture de service ou dommage pour l'Acheteur. Le Prestataire devra fournir les prestations de réversibilité conformément aux dispositions du plan de réversibilité (ci-après le « Plan ») annexé à l'Accord-cadre qui devra régulièrement être testé et mis à jour durant la durée du Marché.

Les parties conviennent qu'à l'issue du Marché, et pendant les deux mois qui suivront, le Titulaire s'engage à répondre à toute demande d'assistance de l'Acheteur. Les modalités contractuelles et financières de toute demande d'assistance technique seront fixées par les Parties sur la base de propositions établies par le Titulaire dans les meilleurs délais.

Au titre des prestations de réversibilité décrites dans le Plan, le Titulaire s'engage à :

- a) informer systématiquement l'Acheteur de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité ;
- b) fera figurer dans tous les contrats qu'il serait amené à souscrire ou qui seraient utiles pour l'exploitation et la maintenance, les clauses mettant à la charge de son cocontractant les obligations nécessaires au respect des termes du présent Marché. Si ces clauses ne sont pas acceptées par un fournisseur, le Titulaire s'engage à en informer l'Acheteur et à en discuter avec lui préalablement à toute action, afin de se concerter sur les dispositions à prendre en conséquence ;
- c) fournir à l'Acheteur, au plus tard lors de la restitution des fichiers, données ou informations qui lui appartiennent, toute information, toute recommandation, tout conseil, tout document nécessaire ou utile à l'Acheteur pour la mise en œuvre d'un service de niveau équivalent à celui assuré par le Titulaire dans le cadre du présent Accord-cadre;
- d) veiller à transférer aux équipes de l'Acheteur les compétences lui permettant de faire reprendre par un tiers les données et de permettre la migration vers ce tiers. Le transfert de compétences consiste d'une manière générale en la communication à l'Acheteur, ou au tiers désigné par l'Acheteur, de toute information de quelque nature que ce soit permettant d'assurer le transfert de ses données vers un autre prestataire ;
- e) assurer la continuité de la Solution pendant la phase de réversibilité, dans le respect des niveaux de service prévus au Marché.

L'ensemble de ces prestations décrites dans le Plan est compris dans le prix du marché.

Il est entendu que la mise en œuvre du Plan interviendra trois (3) mois avant le terme de l'Accord-cadre et pendant la durée nécessaire à sa mise en œuvre. Dans le cas d'une résiliation, cette phase interviendra dès la notification de la résiliation de l'Accord-cadre par l'Acheteur et pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de réversibilité.

L'Accord-cadre sera prorogé, le cas échéant, jusqu'à l'achèvement des prestations de réversibilité prévues au Plan, qui sera matérialisé par la signature d'un procès-verbal de fin de réversibilité sans réserve par l'Acheteur.

5.13.1 Infection des livrables par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir des Livrables exempts de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant toute livraison de supports, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur l'accord-cadre dans leur dernière version disponible au moment de la livraison.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

5.13.2 Infection du système d'information par un Programme Malveillant

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au Titulaire, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

5.13.3 Modalités de traitement des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 72 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Solution et affectant les systèmes d'information de l'Acheteur comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre du Marché, notamment les cas d'indisponibilité du Service, les infections par des programme malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité.

Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Titulaire est en relation dans le cadre du Service
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les Incidents de Sécurité pouvant impacter le groupe, *via* cert@caissedesdepots.fr.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents de Sécurité. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement des Incidents de Sécurité dans le cadre de comités *ad hoc*.

Le Titulaire garantit que ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploitent aucunement les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur.

5.13.4 Tests d'intrusion et de vulnérabilité

Le titulaire doit garantir la confidentialité et l'intégrité des données stockées et échangées sur sa plateforme.

Sans préjudice des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés par le Titulaire sur ses systèmes d'information, L'Acheteur pourra faire procéder par lui-même ou par un organisme de son choix à des tests d'intrusion et de corruption sur les données contenues dans la Plateforme aux fins

d'évaluer la capacité des systèmes d'information de résister à des attaques de sécurité informatique.

Ces tests pourront, *a minima*, être conçus pour :

- répondre aux menaces et garder les systèmes d'information protégés en permanence,
- identifier et gérer les vulnérabilités des systèmes d'information,
- réduire les possibilités de pannes des systèmes d'information,
- améliorer le niveau de conformité des systèmes d'information aux standards et normes applicables.

Le Titulaire communiquera à l'Acheteur le rapport détaillé des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés composé notamment de tous les résultats des tests ainsi que des contre-mesures et recommandations pour sécuriser les systèmes d'information.

Si le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité révèle des vulnérabilités, celles-ci seront prises en charges et traitées entre les Parties dans les conditions ci-dessous.

5.13.5 Modalités de corrections des vulnérabilités

Toute vulnérabilité susceptible de compromettre la sécurité de la Solution ou des Données de l'Acheteur doit être prise en compte dans les meilleurs délais.

Pour toute vulnérabilité impactant la Solution, le Titulaire s'engage à :

- mettre en œuvre un correctif temporaire ou une solution de contournement dans les plus brefs délais sur la base d'échanges réguliers avec les responsables de la sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur ;
- mettre en œuvre un correctif définitif dans les meilleurs délais après échanges avec les responsables de la sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une solution dans le respect des délais ci-dessous, étant précisé que la criticité des vulnérabilités sera calculée sur la base des critères du *Common Vulnerability Scoring System (CVSS)*, système d'évaluation standardisé de la criticité des vulnérabilités :

CVSS base score v3	Délai maximal d'application d'un correctif temporaire ou d'une solution de contournement	Délai maximal d'application d'un correctif définitif
9.0-10.0	5 (cinq) jours	30 (trente) jours
7-8.9	30 (trente) jours	90 (quatre-vingts dix) jours
4-6.9	Non applicable	180 (cent quatre vingts) jours

Des pénalités pour non-respect des engagements ci-dessus seront appliquées dans les conditions définies à l'article 13 « Pénalités ».

5.13.6 Traçabilité

Le Titulaire s'engage à conserver et protéger l'intégrité des journaux d'événements et traces des événements générés par l'utilisation de la Solution par l'Acheteur dans le cadre de l'exécution du présent Marché. Il s'engage à prendre les mesures nécessaires à l'égard de son personnel, de ses sous-traitants et fournisseurs pour assurer, sous sa responsabilité, la conservation des journaux d'événements et traces pour une durée conforme aux textes et recommandations en vigueur. Le Titulaire doit mettre à disposition une gestion des traces techniques et applicatives.

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de toute Dysfonctionnement qu'il détectera dans les traces de connexion.

5.14 Garantie en contrefaçon

Le présent article déroge expressément aux stipulations « Garantie des droits » contenues dans l'article 46.4.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Le Titulaire déclare que la Solution et les autres éléments fournis (en ce compris la Documentation) ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent Accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de ce Marché.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des Adaptations ou Livrables réalisés constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité de l'Acheteur ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature dépensés par l'Acheteur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications du Marché.
- soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à l'utiliser,
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'Accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

En l'absence de mise en œuvre par le Titulaire de l'une des trois solutions précitées, le Titulaire prendra à sa charge tous les frais supportés par l'Acheteur pour assurer la continuité de son activité.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre du Marché, et donc après la cessation du présent Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation.

5.15 Obligations de confidentialité

Le présent article complète l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les documents, fichiers, données et renseignements de toute nature, relatifs aux parties et échangés entre les parties quel qu'en soit le moyen, sont strictement confidentiels et restent en tout état de cause la propriété de la partie qui les a communiqués. Sont également strictement confidentiels tous les documents, données et informations de nature technique, organisationnelles ou financière dont le Titulaire a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre et en particulier les informations relatives à la lutte anti-blanchiment, l'organisation, la stratégie en matière de prévention des risques de l'Acheteur.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ♦ le Titulaire s'engage, à restituer à l'Acheteur puis à détruire l'intégralité tous les éléments de la banque d'images confiés au Titulaire notamment les fichiers, contenus audiovisuels et métadonnées associées traités dans le cadre du Marché. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction ;
- ♦ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du Marché. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ♦ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur définis dans le Plan d'Assurance Sécurité ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;

- ♦ le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des Données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre du présent Accord-cadre;
- ♦ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ses engagements de confidentialité vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent Marché, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et tant en ce qui concerne l'existence même du Accord-cadre que les objectifs poursuivis par l'Acheteur. A ce titre, le Titulaire s'engage à conclure avec les sous-traitants ou cocontractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article ; étant entendu que le Titulaire se porte fort du respect par les personnes visées à cet alinéa de la présente obligation de confidentialité.

La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée des relations contractuelles du Titulaire et de l'Acheteur, et pendant deux (2) ans à compter de leur cessation, pour quelque cause que ce soit.

5.16 Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire aura accès à des Données Personnelles lors de la réalisation des prestations qui lui sont attribués en vertu du Marché.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de données personnelles » jointe aux présentes qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

5.17 Force majeure

Cet article déroge expressément à l'article 13.3 du C.C.A.G-T.I.C

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsable de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu du Marché, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties reprendront l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. La partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à un (1) mois, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le Marché, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du code civil et la jurisprudence administrative.

5.18 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des prestations du Marché, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification du Marché, soit en cours d'exécution du Marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'Accord-cadre est strictement interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'Accord-cadre qu'il assure directement.

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu du Marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues dans les documents contractuels.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre » Mise à disposition d'un outil informatique de gestion de médias de type Digital Asset Management (DAM) ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) conformément aux dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – TIC.

5.19 Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes qu'il affecte à l'exécution de l'Accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour l'exécution de prestations du Marché, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient, lors de leur intervention, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

5.20 Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

6. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées par des prix :

- **Forfaitaires dont le détail est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;**
- **Unitaires par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).**

Dans tous les cas, les prix de l'Accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, et notamment, tous les frais et dépenses nécessaires au Titulaire pour réaliser la prestation considérée, y compris, les frais professionnels (déplacement, repas et hébergement spécifiques à la mission) ainsi que la concession des droits de propriété intellectuelle sur la Solution et la cession des droits de propriété intellectuelle sur les Livrables à l'exclusion de la Solution.

Lorsque le lieu d'exécution de la prestation est distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du Titulaire (c'est-à-dire de la société titulaire de l'accord-cadre, et non du lieu d'habitation personnel du consultant), les frais professionnels liés à l'exécution de cette prestation sont facturés en sus du prix de la prestation à l'Acheteur, la facture devant être accompagnée de justificatifs. Ces frais sont pris en charge par l'Acheteur dans la limite du barème en vigueur de l'Acheteur.

A la date de notification de l'accord-cadre, ce barème est le suivant :

- Pour l'hébergement :
 - o à Paris (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 110 € TTC
 - o en province (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 90 € TTC
 - o en Outre-mer (nuitée, et petit déjeuner et taxe de séjour) : 101 € TTC
- Pour la restauration (par repas) :
 - o à Paris : 25 € TTC
 - o en province : 21 € TTC
 - o en Outre-mer : 25 € TTC

Le repas concerné peut être un déjeuner voire un dîner, et les frais de dîner peuvent être pris en charge seulement s'ils sont suivis d'une nuitée en mission ou bien si l'arrivée du train ou de l'avion emprunté au retour a lieu après 20h.

Par ailleurs, si l'intervenant externe peut accéder à un restaurant interne à l'Acheteur, il ne peut être remboursé d'un repas pris à l'extérieur.

- Pour le transport :

Un véhicule de location de la catégorie la plus économique de préférence ou médiane si nécessaire peut être exceptionnellement réservé sur une courte durée, pour des trajets inférieurs à 250 kilomètres, ne pouvant être facilement réalisés en train (temps de correspondance trop important, nécessité de plus d'un changement voire absence de transport en commun à l'arrivée).

En cas d'impossibilité d'usage justifiée des moyens de transport en commun, l'utilisation du véhicule personnel de l'intervenant peut être envisagée à titre exceptionnel, et les frais relatifs à l'usage du véhicule personnel ou seront pris en charge dans la limite du barème suivant :

- < 6 CV : 0,38 € TTC / km professionnel parcouru
- 6 et 7 CV : 0,46 € TTC / km professionnel parcouru
- 8 CV et plus : 0,50 € TTC / km professionnel parcouru

Les trajets en avion sont uniquement autorisés en cas :

- d'absence de liaison ferroviaire ;
- de durée excessive – soit au-delà de 6 heures - de l'aller-retour journalier ;
- de changements multiples imposés par les liaisons ferroviaires ;
- si l'horaire de début de réunion n'est pas compatible avec un déplacement en train et n'a pu être décalé.

Le recours aux compagnies aériennes à bas prix doit être privilégié pour tous les trajets domestiques.

La réservation dans la classe la plus économique est obligatoire :

- pour tout trajet simple en train d'une durée inférieure à 3 heures ;
- pour tout trajet simple en avion d'une durée inférieure à 4 heures.

Pour les trajets simples supérieurs à ces durées ou pour les trajets en train aller/retour supérieurs à 4 heures effectués dans la même journée, la réservation en classe immédiatement supérieure est autorisée. Elle ne doit pour autant pas être considérée comme automatique. La première classe des compagnies aériennes est en revanche interdite.

La facturation de ces frais seront établis, le cas échéant, selon les règles suivantes :

- Le prestataire refacturera le montant TTC augmenté de la TVA pour la refacturation de frais dont la TVA n'ouvre pas droit à déduction,
- Le prestataire refacturera le montant HT augmenté de la TVA pour la refacturation des frais dont la TVA peut être déduite.

➤ Frais dont la TVA n'est pas déductible :

- Hébergement, hôtel ;
- Transport des personnes quels que soient la voie ou les moyens utilisés : route (bus ou taxi), fer (train ou métro), air, eau ;
- Location de véhicules de tourisme ;
- Essence
- Remboursement des frais calculé à partir du barème kilométrique.

➤ Frais dont la TVA est en principe déductible :

- Restauration ;
- 80% de la TVA sur gazole des véhicules de tourisme ;

6.2 Modalités de variations des prix du Marché

Les prix de l'Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ou le mois de remise de la dernière offre en cas de négociations. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'Accord-cadre sont révisables **annuellement** à la date anniversaire de notification du Marché, sur demande écrite du Titulaire, par application aux prix de l'Accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'index de référence I, est l'index **SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)** appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque l'index de référence I pour le mois « n » n'est pas connu à la date contractuelle de révision des prix, il est pris référence sur une période antérieure de 12 mois glissants précédant le dernier indice publié à la date anniversaire.

7. AVANCE

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du C.C.A.G.-T.I.C. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Par dérogation à l'article 11.2 du C.C.A.G.-T.I.C., et sauf stipulation contraire, les prestations de l'Accord-cadre sont réglées selon les modalités suivantes :

- Les prestations de paramétrage initial de la Solution à prix global et forfaitaire (*setup*) feront l'objet d'un paiement à terme échu réglé après service fait. Elles pourront faire l'objet d'un unique acompte à l'avancement ne pouvant excéder 50 % du montant de la prestation.
- La part fixe de l'abonnement à prix global et forfaitaire, sera réglée annuellement à la date anniversaire.
- Les prestations à prix unitaires sont réglées annuellement sur la base d'une facture émise par le Titulaire après vérification par l'Acheteur de la volumétrie réellement exécutée. Pour les prestations à prix unitaires, le montant des prestations réellement exécutées est réglé après vérification et admission des prestations ou des livrables prononcées conformément aux stipulations du Marché, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

8.2 Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG- TIC et sont établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau des prix unitaires et à la décomposition du prix global et forfaitaire, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables en cours d'exécution et directement liés à l'Accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- La nature des prestations exécutées.

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Le libellé de facturation doit être le suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations

DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses

56 rue de Lille

75356 PARIS 07 SP

Transmission des factures :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

8.3 Délai global de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : paiement direct et non différé du prix sur le budget propre de la Caisse des dépôts.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'Accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

8.4 Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- TIC.

8.5 Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9. RECETTE - VERIFICATION DE SERVICE REGULIER DE LA SOLUTION

Par dérogation aux articles 32, 33 et 34 du C.C.A.G.-T.I.C., les opérations de vérification de service régulier s'effectueront dans les conditions suivantes.

La Vérification de Service Régulier (VSR), ci-après « Réception », a pour but de constater que la Solution fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation conformément aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels (notamment le respect des niveaux de service définis et la conformité de la Solution à la Documentation) en vue de prononcer la Réception de la Solution.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation de la Solution et dure **quatre (4) semaines**.

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger tous les Dysfonctionnements qui lui seront signalés par l'Acheteur, dans le respect des niveaux de service contractuels.

Le service sera régulier si, notamment :

- les temps de réponse sont conformes aux engagements pris par le Titulaire ;
- aucun Dysfonctionnement imputable au Titulaire n'est constaté. En cas de Dysfonctionnement, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause ;
- les interventions sur incidents se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, si l'Acheteur n'a notifié au Titulaire aucun Dysfonctionnement Majeur ou Bloquant, la Réception sera réputée prononcée tacitement sans Dysfonctionnement Majeur ou Bloquant.

Si l'Acheteur constate la présence Dysfonctionnement(s) Majeur(s) ou Bloquant(s) durant la période de VSR, les dispositions suivantes s'appliquent :

- L'Acheteur notifiera par écrit au Titulaire les Dysfonctionnement(s) Majeur(s) ou Bloquant(s) constatés, qui devront être corrigés par le Titulaire conformément aux délais prévus aux niveaux de service contractuels.
- Les dispositions de l'article 13.2 « Pénalités de retard », « Retard de mise à disposition de la Solution » s'appliqueront, sans préjudice de l'application de pénalités supplémentaires pour non-respect des niveaux de service si les Dysfonctionnements ne sont pas traités par le Titulaire dans les délais requis.
- L'obligation de paiement de l'Acheteur sera suspendue jusqu'au prononcé de la Réception de la Solution par l'Acheteur.
- En cas de non-respect des délais contractuels de correction des Dysfonctionnement(s) Majeur(s) ou Bloquant(s), l'Acheteur peut :
 - refuser définitivement la Réception de la Solution, auquel cas l'Acheteur pourra mettre fin de plein droit par anticipation au Marché, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 8 « Résiliation » du C.C.A.G.-T.I.C. Le refus définitif de prononcer la Réception de la Solution entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre du Marché, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit de l'Acheteur.
 - accepter la Solution en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées. La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 34.3 du C.C.A.G – T.I.C.
- La Réception de la Solution sera matérialisée par un procès-verbal de Réception de l'Acheteur.

10. GARANTIES

10.1 Garantie de conformité réglementaire

Le Titulaire garantit à l'Acheteur la conformité de la Solution aux normes et réglementations en vigueur.

10.2 Garantie de compatibilité ascendante

Le Titulaire garantit la compatibilité ascendante des versions successives de la Solution entre elles.

10.3 Garantie de non-régression

Le Titulaire garantit le maintien des fonctionnalités dans le temps de la Solution.

Le Titulaire garantit le maintien des performances de la Solution et des Livrables et s'engage à ce que les performances et les qualités ergonomiques ne se dégradent pas de son fait, tout au long de l'exécution du Marché.

10.4 Garantie d'évolutivité

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution de la Solution tant sur le plan de la capacité de stockage que sur le plan technique.

Le Titulaire garantit qu'il est apte à évoluer en fonction de l'état de la technique et des évolutions législatives ou réglementaires.

10.5 Garantie de délivrance conforme

Le Titulaire garantit que la Solution est conforme aux besoins exprimés par l'Acheteur et aux spécifications décrites dans sa documentation et dans les documents contractuels pendant toute la durée du Marché.

11. MAINTENANCE, FORMATION ET EVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET REGLEMENTAIRE DE LA SOLUTION

11.1 Maintenance et évolution technologique et réglementaire

Outre les cas visés au chapitre 6 du C.C.A.G.-T.I.C., le Titulaire assurera la maintenance telle que décrite ci-après.

Le Titulaire doit assurer les prestations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et à la continuité de la Solution mise à disposition de l'Acheteur. Il est seul responsable de tout Dysfonctionnement lié à un défaut de maintenance. Il ne peut en aucun cas s'exonérer de sa responsabilité au titre de la maintenance de la Solution mise à la disposition de l'Acheteur de la Solution, sauf faute exclusivement imputable à l'Acheteur.

Il s'engage, dans le cadre d'une obligation de résultat, à :

- corriger les Dysfonctionnements dans le respect des engagements de niveaux de service prévus aux présentes ;
- adapter la Solution à l'évolution de l'état de la technique, aux règles de l'art et à la réglementation applicable en la matière, et plus généralement toute réglementation pertinente dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre;
- à fournir les mises à jour et améliorations des fonctionnalités sans délai en garantissant le maintien des performances et l'absence de régression fonctionnelle.

Il est convenu que cette maintenance et l'évolution technologique et réglementaire visées ci-dessus sont incluses dans les prix forfaitaires prévus au Marché.

11.2 Formation

Les dispositions relatives aux formations sont détaillées dans le CCTP.

Le Titulaire doit assurer une formation initiale à la Solution (cf. D.P.G.F) ainsi que des formations supplémentaires ponctuelles (cf. B.P.U).

Le Titulaire garantit à l'Acheteur qu'il affectera à ces formations des intervenants compétents, pédagogues et disponibles et déclare que ces formations sont adaptées aux connaissances et à l'expérience des Utilisateurs de l'Acheteur.

12. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AU MARCHÉ

Le présent article déroge expressément au chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C.

12.1 Propriété des Eléments préexistants des Parties

Chacune des Parties est et reste propriétaire de ses œuvres et inventions (notamment logiciel, méthodologie, études) protégées ou susceptibles de l'être en application des dispositions légales, relatives à la propriété intellectuelle, ainsi que techniques et du savoir-faire (ci-après « **Eléments Préexistants** ») antérieurs et/ou extérieurs au Marché.

Le Titulaire concède à l'Acheteur un droit d'exploitation sur ses Eléments Préexistants nécessaires à l'Acheteur pour lui permettre de jouir des Livrables réalisés conformément à leur usage et destination. Ce droit est consenti à titre non exclusif et gratuit, pour la même durée et le même territoire que celui visés à l'article « Droits de propriété intellectuelle sur les Livrables » ci-après.

Les évolutions et mises à jour de la Solution par le Titulaire constituent des Eléments Préexistants du Titulaire.

La reproduction, l'utilisation par le Titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent Accord-cadre des Eléments Préexistants transmis par l'Acheteur (données, fichiers, documents de toute nature) est interdite sans l'autorisation écrite de l'Acheteur et est couverte par les stipulations de l'article 5. 13 « Confidentialité ».

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle sur les Eléments Préexistants de l'Acheteur, de quelque façon que ce soit, et à faire prendre le même engagement par son personnel et ses sous-traitants affectés à l'exécution du Marché.

L'Acheteur est seul propriétaire des marques, noms, sigles, logos, couleurs, graphismes ou autres signes relatifs aux Eléments Préexistants transmis, et qui pourraient être utilisés dans le cadre des services fournis par le Titulaire. Il s'engage à respecter la marque « Caisse des Dépôts », « Groupe Caisse des Dépôts » ou

tout autre marque protégée de l'Acheteur et à demander l'accord préalable avant toute communication intégrant les marques de la Caisse des Dépôts.

Le Titulaire s'engage à respecter l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur les signes distinctifs de l'Acheteur et s'interdit de susciter toute analogie dans l'esprit du public, à quelque fin que ce soit et par quelque mode que ce soit.

12.2 Droits concédés sur la Solution

Le Titulaire garantit qu'il dispose ou est investi de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle portant sur la Solution.

L'Acheteur bénéficie à titre non exclusif d'un droit d'usage afférent à la Solution et à la Documentation associée, pour le monde entier et pour la durée du Marché pour ses propres besoins et ceux de ses Filiales. Ce droit d'usage est compris dans le prix du Service et des prestations associées.

Ce droit d'usage permet à l'Acheteur d'utiliser le Service et la Documentation associée pour les besoins du Marché. Ce droit comprend également le droit d'autoriser les clients de l'Acheteur à utiliser la Solution pour des besoins en lien avec l'objet du Marché.

Ce droit d'usage permet également à l'Acheteur de gérer, utiliser, reproduire et faire tous usages nécessaires des contenus et Données issues de la Solution.

Ce droit d'usage pourra être transféré par l'Acheteur vers l'une de ses filiales après en avoir informé par écrit le Titulaire.

Le Titulaire autorise également expressément l'utilisation de la Solution

- Par les filiales de l'Acheteur en leur nom et pour leur compte ;
- par tout tiers agissant pour le compte de l'Acheteur ou des clients de celui-ci et sous sa responsabilité, sans coût additionnel et quel que soit le titre auquel ce tiers intervient.

Le prix de la concession décrite dans le présent article est compris dans le prix de l'accord-cadre.

12.3 Droits de propriété intellectuelle sur les Livrables

Le Titulaire s'engage à remettre à l'Acheteur les Livrables réalisés dans le cadre du Marché. A ce titre, le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif et irrévocable, conformément à l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents auxdits Livrables à la date de réalisation, pour la durée de protection des droits d'auteur, pour un territoire étendu au monde entier, et pour toute destination et usage présent ou futur qu'entend en faire l'Acheteur.

Les droits patrimoniaux cédés comprennent notamment le droit d'utilisation, le droit de reproduction, le droit d'adaptation, le droit de représentation, le droit de commercialisation et le droit d'accorder à tout tiers par voie de cession ou de concession les mêmes droits que ceux cédés à l'Acheteur.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet du présent Marché.

12.4 Composants open source

Dans l'hypothèse où le Titulaire inclut des composants dits « libres » ou « open source » dans la Solution, il s'engage à privilégier des composants soumis à des conditions de licence n'emportant pour l'Acheteur aucune obligation auprès de la communauté « open source » concernée. Si le Titulaire est dans l'impossibilité de privilégier de tels composants, il en informera l'Acheteur par écrit, préalablement au début des prestations.

13. PENALITES

13.1 Stipulations communes

Les stipulations du présent article dérogent aux termes de l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le Titulaire encourt les pénalités prévues au présent article. Il est précisé que l'application des pénalités ne restreint pas le droit de l'Acheteur de résilier l'Accord-cadre en application des stipulations contractuelles.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités des articles 13.2 et 13.3 ci-dessous ne peut être supérieur à 50 % du montant total HT de l'Accord-cadre (prestations forfaitaires et bons de commande inclus) à la date à laquelle le manquement contractuel est constaté.

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré et dans les conditions définies au présent C.C.A.P., sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 23.4 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les pénalités autres que les pénalités de retard et pénalités pour non-respect des niveaux de service ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Le fait qu'un indicateur de service ne soit pas assorti d'un calcul de pénalités ne signifie nullement que l'Acheteur renonce au niveau de service contractuel correspondant.

D'autres indicateurs que ceux mentionnés pourront être pris en compte parce qu'ils sont représentatifs d'un axe d'amélioration de la qualité ou parce que les parties considèrent que des indicateurs ne sont pas ou ne sont plus pertinents ou parce qu'il apparaît à l'usage que les niveaux de service effectivement atteints sont durablement (au moins trois (3) mois consécutifs) en dessous des valeurs contractuelles. Dans ce dernier cas, la prise en compte de la demande de l'Acheteur d'assortir ledit indicateur d'une pénalité est de droit.

L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités. Il est convenu que l'Acheteur pourra déduire le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois de prestation, objet des pénalités.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire.

En cas d'atteinte du plafond des pénalités du fait du Titulaire, l'Acheteur peut résilier l'Accord-cadre aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité de ce fait, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'Acheteur au titre des préjudices subis.

La non-facturation de pénalités ne pourra pas être interprétée comme une renonciation au bénéfice des pénalités. Les pénalités peuvent être cumulées.

13.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C., en cas de dépassement, par le fait du Titulaire, des délais contractuels, celui-ci encourt, par jour de retard les pénalités suivantes :

- Retard de mise à disposition de la Solution :

En cas de retard à la mise à disposition de la Solution :

Pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

- Retard de toute autre nature :

En cas de dépassement, par le fait du Titulaire, du délai contractuel dû par le Titulaire au titre du Marché, et plus généralement en cas de non-respect de tout délai contractuel, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à cent (500) euros par jour calendaire de retard.

13.3 Pénalités pour non-respect des niveaux de service

Les stipulations ci-après dérogent aux termes de l'article 14.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Dans le cas, où le Titulaire ne respecterait pas les **exigences de qualité de service** telles que décrites à l'article « Niveaux de services », l'Acheteur pourra procéder à la mise en oeuvre de pénalités selon les modalités détaillées ci-après :

- **Délai de prise en compte d'une alerte de Dysfonctionnement** : une pénalité de 100 euros par heure de dépassement est appliquée ;
- **Délai maximal de résolution d'un Dysfonctionnement Bloquant par la mise en place d'une correction définitive** : une pénalité de **100** euros par heure de dépassement est appliquée ;
- **Délai maximal de résolution d'un Dysfonctionnement Majeur par la mise en place d'une correction définitive** : une pénalité de **100** euros par heure de dépassement est appliquée.
- **Délai maximal de rétablissement du Service par la mise en place d'une solution de contournement** : une pénalité de **100** euros par heure de dépassement est appliquée.

13.4 Pénalités pour autres motifs

-Pénalités pour non-respect des délais de correction des vulnérabilités

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les délais de correction des vulnérabilités décrits à l'article 5.13.5, une pénalité de **400** euros par jour de dépassement est appliquée.

-Pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation expresse aux termes de l'article 14.3 du C.C.A.G.-T.I.C les pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité sont écartées. En conséquence, le Titulaire répondra du non-respect de ses obligations de sécurité ou de confidentialité conformément aux dispositions de l'article 15.1« Responsabilité contractuelle ».

- Pénalités pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires du Accord-cadreet des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle le Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

- Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales

En cas de retard dans la communication des éléments demandés à l'article 5.1.3 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est de 100 euros par jour de retard, selon le délai de référence.

14. RESILIATION DU ACCORD-CADRE

L'Accord-cadre pourra être résilié par l'Acheteur dans les cas et selon les conditions prévues aux présentes, ainsi que, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 8 du C.C.A.G.-T.I.C., avec les réserves et précisions suivantes :

- en cas de résiliation de l'Accord-cadre par l'Acheteur pour motif d'intérêt général (article 51 du C.C.A.G.-T.I.C.), le Titulaire ne percevra pas d'indemnisation ;
- en cas de résiliation de l'Accord-cadre pour faute du Titulaire, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la résiliation ;
- en cas de résiliation de l' Accord-cadre pour faute du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le Marché, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 54 du C.C.A.G.-T.I.C., soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation d' l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

A moins que l'Acheteur n'en dispose autrement, la résiliation de l'Accord-cadre à l'égard du Titulaire entraîne la résiliation des bons de commande en cours d'exécution. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. Par dérogation à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C., le Titulaire de l'Accord-cadre n'a dans ce cas droit à aucune indemnisation.

Outre les cas visés à l'article 50 du C.C.A.G.-T.I.C., l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution du Marché, le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants sont soumis à l'application d'une loi extraterritoriale non européenne permettant la captation des données de l'Acheteur hébergées sur la Solution par des autorités étrangères (30) jours calendaires après l'envoi d'une notification de résiliation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- En cas de décision de refus définitif de la Solution, prise par l'Acheteur en application de l'article 9 « Recette » ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1 et suivants, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.
- En cas d'atteinte du plafond de pénalité.

Dans ces cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait fait valoir ses observations.

15. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

15.1 Responsabilité contractuelle

Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à l'Acheteur, à des tiers ou aux personnels de l'Acheteur. Il s'engage, en outre, à garantir l'Acheteur contre toute action ou réclamation intenté par des tiers contre l'Acheteur.

En toute hypothèse, la responsabilité du Titulaire à raison de tout dommage résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du présent Marché, est expressément limitée, par sinistre, à un montant maximum de deux (2) fois le montant TTC de l'Accord-cadre et ce, quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel, aux dispositions relatives à la « Confidentialité » et à la « Propriété des éléments préexistants des Parties » ;
- en cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie en contrefaçon » ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

En cas de co-traitance, l'Acheteur pourra engager la responsabilité du Titulaire, quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions fondées sur des actes de contrefaçon ou d'agissements parasites du co-traitant.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du code civil.

Il est expressément convenu entre les Parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation du Marché.

15.2 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance cyber-risques et un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à la CDC et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à conclure une police d'assurance contenant des garanties en adéquation avec les enjeux opérationnels et financiers du Marché.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire devra transmettre, chaque année, une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

Au cours de la période de validité du Marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. La CDC se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre si elle juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16. DROIT ET LANGUE

Le présent Accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

17. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

17.1 Régularité administrative du Titulaire :

Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le titulaire de l'Accord-cadre produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

17.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

17.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du Marché, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

17.4 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du code monétaire et financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le titulaire de l'Accord-cadre est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

18. DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Les dérogations au C.C.A.G.- Techniques de l'Information et de la Communication, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 4.2 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.11 déroge à l'article 24 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.12 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.14 déroge à l'article 46.4.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.15 déroge à l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 6.3 déroge à l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 6.5 déroge à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.16 déroge à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.17 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 7 déroge à l'article 11.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 8.1 déroge à l'article 11.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 9 déroge aux articles 32, 33 et 34 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 13 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 13.2 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 13.3 déroge à l'article 14.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 13.4 déroge à l'article 14.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 14 déroge à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C.